

Convention collective

IDCC : 8216. – **EXPLOITATIONS VITICOLES**
(CHAMPAGNE DÉLIMITÉE)
(2 juillet 1969)

(Étendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

AVENANT N° 157 DU 25 OCTOBRE 2007

NOR : *AGRS0897019M*

IDCC : *8216*

Entre :

Le syndicat général des vignerons de la Champagne,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;

Le syndicat CFTC agriculture de Champagne-Ardenne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Suite à la modification de l'article 64, l'intitulé du chapitre 10 est abrogé et remplacé par l'intitulé suivant : « Garanties de mensualisation. – Garantie incapacité de travail, invalidité et décès. – Assurance maladie complémentaire. – Retraite complémentaire ».

Article 2

Les dispositions de l'article 62 de la convention collective du 2 juillet 1969 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 62

Maladie ou accident

Les effets du contrat de travail sont simplement suspendus lorsque le salarié doit interrompre son activité pour cause de maladie ou d'accident personnel, dès lors que la durée d'inactivité est inférieure à 6 mois. Cette durée est

portée à 1 an dans les entreprises employant 4 salariés permanents à temps complet et plus.

Si la durée d'inactivité est supérieure, selon le cas, à 6 mois ou 1 an, le contrat de travail peut être rompu de ce fait.

S'il l'est par l'employeur, la priorité de réembauchage est accordée au salarié (pendant les 3 années consécutives à la notification du licenciement), au cas où serait à pourvoir un poste équivalent à celui qu'occupait ce salarié et à condition que les capacités physiques de ce salarié soient compatibles avec cet emploi.

Dispositions particulières au salarié mensualisé : versement d'indemnités complémentaires

Pendant une durée maximale de 150 jours par période de 12 mois consécutifs à compter de chaque 1^{er} novembre, le salarié victime d'une maladie ou d'un accident de la vie privée et donnant lieu au versement d'indemnités journalières des assurances sociales agricoles reçoit, à compter du quatrième jour d'arrêt de travail et sous déduction desdites indemnités, 85 % du salaire qu'il aurait perçu s'il avait continué à travailler ou tout autre calcul qui ne saurait lui être moins favorable.

Le taux d'indemnisation fixé à l'alinéa précédent est maintenu quel que soit le montant de l'indemnité journalière, sauf en cas de réduction ou suppression de celle-ci, à titre de sanction, par la caisse de mutualité sociale agricole.

Pour bénéficier des indemnités complémentaires maladie, le salarié doit justifier de son incapacité de travail par la production d'un certificat médical dans les 48 heures et se soumettre, le cas échéant, à une contre-visite médicale à compter du quatrième jour d'arrêt maladie. En cas de refus de recevoir le médecin contrôleur ou d'absence en dehors des heures de sortie autorisées par la mutualité sociale agricole (sauf motif légitime), l'employeur peut supprimer le versement des indemnités complémentaires.

Suite à la contre-visite médicale, l'employeur doit notifier les conclusions du médecin contrôleur au salarié. En cas de désaccord, le salarié peut solliciter un nouvel examen, voire éventuellement une expertise judiciaire, en référé auprès du conseil des prud'hommes.

Article 3

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2008.

Article 4

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 25 octobre 2007.

(Suivent les signatures.)